le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 10 juin 2018 N° 445 PRIX : 0,60 Euro

Tchad

Les fonctionnaires mécontents reprennent la grève

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Tchad : les fonctionnaires mécontents reprennent la grève

Pages 3-4
Sénégal : derrière le malaise dans les universités
-Quand la polygamie progresse dans le milieu de la petite bourgeoisie urbaine et diplômée

Page 6
Mali : une marche de l'opposition violemment réprimée

Pages 7-8
Côte d'Ivoire : Aux capitalistes la croissance, aux travailleurs la misère.
il faut mettre fin à cette injustice !

Page 8
Madagascar : la population lasse de la guéguerre entre grands leaders

Pages 9-10

Immigration : pour un sans-papier décoré, combien d'expulsés ?
- Non à la chasse aux migrants !

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

Editorial p.2

Tchad

LES FONCTIONNAIRES MÉCONTENTS REPRENNENT LA GRÈVE

Le 28 mai dernier, les syndicats ont de nouveau appelé à une grève illimitée dans la fonction publique pour exiger le paiement de leur salaire intégral, avec les primes et indemnités supprimées depuis le mois de janvier 2018

Selon un accord signé le 14 mars entre les deux parties, le gouvernement s'est engagé à verser le salaire du mois de février, à rembourser les salaires coupés et à payer les jours de grève ; mais il n'a pas tenu ses engagements. Il fait diversion en faisant quatre propositions aux grévistes dont des « compensations en nature ». *Selon le porte-parole de la* « Plateforme revendicative » *qui regroupe plusieurs syndicats, les fonctionnaires et agents de l'État, réunis en assemblée générale le 30 mai à Ndjaména, ont rejeté « toutes les propositions qui ont été faites » par la Présidence. Ils ont estimé qu'aucune réponse n'avait été apportée à leur principale revendication :* « le paiement intégral de leurs salaires ». *Quant à la compensation en nature :* « Nous avons travaillé pour des salaires, nous voulons de l'argent », *a précisé le porte-parole.*

Rappelons que le dictateur Idriss Deby, poussé par le FMI et la Banque mondiale, a décidé début janvier, de réduire chaque année la masse salariale de 30 milliards de francs CFA (principale condition pour bénéficier de nouvelles aides). Cette décision avait provoqué une levée de boucliers des syndicats, des partis politiques de l'opposition et de certaines associations. Plusieurs manifestations de protestations avaient eu lieu sur tout le territoire, en particulier à Ndjamena et à Moundou, la capitale économique et deuxième ville du pays.

Devant cette fronde des syndicats, devant les grèves à répétition et les manifestations de rue, le gouvernement avait fait marche arrière en annonçant le 10 janvier le retrait de la mesure de réduction des salaires des fonctionnaires et agents de l'État. C'était une petite victoire arrachée au gouvernement par la lutte.

Mais depuis cette date, les employés de la fonction publique ne perçoivent toujours pas leurs primes et indemnités. Or l'accord signé le 14 mars par les deux parties prévoyait, entre autres, le retour à un salaire «intégral» *fin mai. On est en juin et ce retour à la normale n'a toujours pas eu lieu. C'est ce qui a poussé les centrales syndicales à appeler à reprendre la grève et à engager un nouveau bras de fer avec le dictateur Deby.*

Espérons que cette fois les grévistes ne se contente-

ront pas de promesses vagues de Deby et ne reprendront pas le travail avant d'avoir vraiment remporté la victoire sur leurs revendications. En tout cas, ils ont déjà montré que lorsqu'ils sont mobilisés et qu'ils se mettent en grève, ils constituent une véritable force et qu'ils peuvent se faire craindre par le dictateur.

Sénégal

DERRIÈRE LE MALAISE DANS LES UNIVERSITÉS

Le 15 mai, un jeune étudiant âgé de 25 ans a été tué par balle par la police alors qu'il manifestait avec ses camarades dans le campus de l'université de la ville de Saint-Louis. C'était une manifestation pacifique pour réclamer le paiement de leurs bourses.

La nouvelle de cette mort s'est répandue comme une trainée de poudre et a embrasé d'autres campus dans le pays, notamment à Dakar et à Ziguinchor. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont fait de nombreuses victimes et de nombreux dégâts matériels : véhicules incendiés, bâtiments saccagés (dont la maison du ministre de l'Enseignement supérieur, à Saint-Louis). Cet embrasement a duré deux jours. Dans la capitale, la fumée provoquée par les gaz lacrymogènes et par l'incendie de véhicules et autres matériels inflammables dans et aux alentours du campus de l'université Cheikh-Anta-Di**op était visible de loin. Par solidarité avec** les étudiants, les enseignants ont décidé de se mettre en grève durant 48 heures.

Les médias locaux ont noté que le degré de violence a été un cran au-dessus des précédentes manifestations. Les deux derniers cas de décès d'étudiants tués dans le pays lors de confrontations avec les forces de l'ordre remontent à 2001 et 2014, à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar. Cependant, « *la cause* » que ces mêmes médias avancent pour expliquer cette colère, à savoir le retard de paiement des bourses, n'est que partielle. Depuis le début de l'année en effet les boursiers n'ont pas perçu leur argent et ils l'ont fait savoir aux autorités administratives qui se sont contenté de donner des explications d'ordre technique. La colère longtemps contenue a fini par éclater. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase mais le malaise est plus profond et ne concerne pas que les boursiers.

15 mai 2018, des étudiants fuyant les gaz lacrymogènes lancés par la police à l'intérieur de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar

À l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar il y a 85 000 étudiants pour 20 000 places. Cette saturation entraîne des conséquences désastreuses dans les conditions d'études et d'hébergement de ceux qui ont la chance de trouver une chambre en résidence universitaire. Les enfants des riches ne fréquentent plus ces lieux. Leurs parents ont les moyens de les envoyer vers les universités occidentales. Mais les étudiants d'origine modeste, en dehors d'une toute petite minorité qui parvient à obtenir une bourse internationale, sont condamnés à galérer dans ces lieux qui servent à « *fabriquer des chômeurs* » comme le dit un étudiant répondant à un journaliste. Dans la plupart des pavillons, il n'y a que des douches communes, il faut se réveiller à 5 heures pour pouvoir se doucher à temps. «*Même pour faire ses besoins, on fait la queue* ». Dans les restaurants universitaires, il faut compter au moins une heure avant d'être servi. Les étudiants qui arrivent en

retard dans les amphithéâtres sont condamnés à suivre les cours depuis la fenêtre. Certains viennent « *réserver* » leur place dès l'aube pour être sûr de pouvoir suivre les cours dans les meilleures conditions. Il arrive que les étudiants en viennent aux mains pour obtenir les meilleures places.

Les enseignants sont eux aussi obligés de subir les conséquences de cette dégradation générale dans l'éducation nationale. Ils ont eu à mener plusieurs grèves pour dénoncer les mauvaises conditions de travail et de logement ainsi que les bas salaires.

Le gouvernement dont les ministres, les hauts fonctionnaires et les députés mènent un train de vie de privilégiés « *à l'occidentale* » désigne les étudiants comme des enfants gâtés et les enseignants grévistes comme des égoïstes prenant en otage l'éducation nationale. Il ne cesse d'accuser ces derniers comme les responsables des maux de l'enseignement public en espérant que les parents d'élèves finiront par se retourner contre eux. Mais les vrais responsables sont ceux qui gouvernement ce pays et qui se moquent de l'avenir des enfants de pauvres comme ils se moquent des intérêts de la grande majorité de la population. Ils ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas prévu la saturation de la principale université de du pays alors qu'elle a été créée en 1959 pour seulement 10 000 étudiants ! Certes, il y a eu des travaux d'agran-dissement mais ils sont loin d'être suffisants. Ils ne peuvent pas dire qu'ils ne savent pas que sans le versement régulier de leurs bourses, de nombreux étudiants issus des familles pauvres ne peuvent pas manger, sans compter que certains d'entre eux économisent sur le peu qu'ils touchent (18 000 francs CFA mensuels pour la demi-bourse et 36 000 francs pour la bourse complète) pour aider leurs parents à survivre. Qu'ils ne s'étonnent pas alors que la colère des étudiants embrase les campus !

Cette colère sera encore plus menaçante pour la tranquillité des gouvernants et des classes riches lorsqu'elle se joindra à celle des travailleurs qui souffrent de bas salaires, de la cherté de la vie, du chômage et de la dégradation générale de leurs conditions d'existence.

Sénégal

QUAND LA POLYGAMIE PROGRESSE DANS LE MILIEU DE LA PETITE BOURGEOISIE URBAINE ET DIPLOMÉE

On constate depuis quelques années qu'il est devenu presque « *à la mo*de » dans le milieu de la petite bourgeoisie aisée et instruite de la capitale de s'afficher ostensiblement et fièrement comme polygame. Des journalistes, professeurs d'université, médecins, cadres d'entreprises, hommes politiques exerçant la fonction de députés ou ministres, n'hésitent pas à étaler dans les pages des journaux locaux leur seconde ou troisième noce. Des filles de ministres, parfois bardées de diplômes, des avocates ou des femmes exerçant de hautes fonctions dans l'administration expliquent sans complexe que c'est tout à fait « *librement* » qu'elles ont choisi d'accepter d'être une seconde ou une troisième épouse et que loin d'en souffrir elles en tirent davantage de libertés.

Il y a quelques années, ce genre d'attitude n'était pas à la mode dans ce même milieu, bien au contraire. Fatou Sow Sarr, chercheuse de l'université Cheikh-Anta-Diop à Dakar, explique : « *On est passé d'une génération de femmes instruites dans les années 1960-1970 farouchement opposée à la polygamie à une génération qui l'assume, voire la revendique […] À l'indépendance, les premières femmes diplômées la combattaient. Pour elles, c'était une violence faite aux femmes et il fallait l'éradiquer*».

Selon Marie Angélique Savané, une intellectuelle féministe : *"Il y a quelques années, on pensait que l'éducation allait infléchir la société sur cette pratique … Eh bien non ! Ce n'est pas la génération des vieux, mais plutôt de jeunes personnes ayant moins de 45 ans, occupant de hautes fonctions ... une certaine élite intellectuelle, beaucoup plus sensible au mode de vie occidentale, qui se revendique polygame*".

Un homme et ses trois épouses, en Côte d'Ivoire

Une étude de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) montrait déjà, il y a quelques années, que même si le pourcentage de Sénégalais se déclarant polygame baissait globalement au niveau national (de 38,1% en 2002 à 35,2 % en 2013), il était en progression dans le milieu urbain notamment dans la capitale et surtout dans le milieu aisé et diplômé. Selon cette étude, près d'un quart des femmes ayant un diplôme universitaire acceptent de devenir deuxième, troisième ou quatrième épouse. C'est une tendance qui n'est pas récente puisqu'il faut remonter jusqu'au début des années 1980, c'est-à-dire après l'arrivée d'Abdou Diouf au pouvoir, pour observer le début du phénomène.

Léopold Sédar Senghor, président installé par la France au lendemain de la décolonisation, tout éduqué à l'européenne et marié à une française qu'il fût, n'avait pas interdit la polygamie au Sénégal. Dans son Code de la famille de 1972, il a inscrit la monogamie seulement comme une « *option* » alors qu'il accordait aux hommes le droit d'épouser jusqu'à quatre femmes. C'est ce même code de la famille qui est en vigueur actuellement. Mais Senghor exerçait tout de même une pression sur ses ministres pour qu'ils ne pratiquent pas la polygamie (ou tout au moins ne s'en revendiquent pas). En 1981, lorsqu'Abdou Diouf lui succède, le comportement des dirigeants politiques changent. Des ministres et des dirigeants de partis politiques commencent à s'afficher comme polygames.

Mais si cette tendance du mariage polygame est allée dans le sens de sa progression plutôt que l'inverse, cela n'est pas dû au changement d'un homme à la tête du pouvoir. L'explication est à chercher dans les mouvements en profondeur de la société sénégalaise.

Dans l'intelligentsia, les idées progressistes qui étaient de mise à la veille et au lendemain de l'indépendance ont fait place aux idées réactionnaires influencées par l'islam prôné par les grandes confréries. Dans le milieu des hommes politiques comme dans celui des intellectuels diplômés, on affiche ostensiblement son allégeance à un grand marabout. Les divers pèlerinages de Touba ou de Tivaouane rassemblent chaque année toujours plus de monde. Ce sont des millions de personnes qui s'affirment comme des talibés à l'instar de l'ex-président Wade ou de son successeur actuel Macky Sall.

Ce sont surtout les femmes qui sont victimes de la montée des idées réactionnaires. Le nombre de femmes voilées, parfois de la tête aux pieds, est en constante progression, y compris jusqu'au cœur de la capitale. Cela paraissait incongru il y a une trentaine d'années. La pression des dignitaires religieux est si forte que les femmes osent de moins en moins porter des habits non recommandés par eux.

Les partis politiques et les grandes centrales syndicales ont cédé petit à petit le terrain aux marabouts et imams qui diffusent à longueur de journées leurs discours nauséabonds sur les antennes publiques comme sur les médias privés.

La classe ouvrière sénégalaise n'échappe pas à l'emprise de cette ten-

dance réactionnaire. Elle risque de le payer chèrement si demain elle se laisse entrainer derrière le sillage des islamistes. Ceux-ci ne manqueront pas d'utiliser sa colère et ses frustrations (surtout en cette période où son niveau de vie de cesse de se dégrader) pour l'entrainer vers une politique qui se retournerait contre elle-même.

Sénégal

DES HABITANTS EN COLÈRE CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Les habitants des quartiers populaires de Dakar (Parcelles Assainies, HLM, Grand Yoff, entre autres), sont une nouvelle fois victimes de pénurie d'eau potable. Cela dure depuis plus de 15 jours dans certains endroits. L'eau ne coule dans les robinets que très tard la nuit ; cela ne dure pas longtemps et la pression est très faible. La plupart des gens ne peuvent compter que sur l'arrivée des citernes qui livrent l'eau dans certains points précis de leur quartier, ce qui occasionne des difficultés et des frais supplémentaires pour de nombreuses familles qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts.

Les habitants se sont pourtant montrés compréhensifs et patients lorsque la direction de la Sénégalaise des Eaux (SDE) les a informés qu'à cause des problèmes techniques liés à l'acheminement de l'eau potable, ils devraient subir des difficultés d'approvisionnement durant cinq jours, après quoi tout reviendrait en ordre. Mais plus de 15 jours après, rien n'est encore réglé et la colère commence à gronder. Des femmes se sont organisées en comité pour aller demander des comptes aux dirigeants de la SDE qui leur a menti sur le délai d'attente. Elles ont mille fois raison de protester.

Lorsqu'il s'agit de couper l'eau à ceux qui ont un petit retard de payement de facture, la SDE se montre sans pitié. Il n'y a aucune raison que les habitants paient les frais de son irresponsabilité !

Mali

UNE MARCHE DE L'OPPOSITION VIOLEMMENT RÉPRIMÉE

Manifestation pour des élections "transparentes" dans les rues de Bamako, le 8 juin

Le 2 juin, à Bamako, une manifestation de rue organisée par un regroupement de partis politiques de l'opposition a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Il y a eu de nombreux blessés. Certains manifestants ont été poursuis et tabassés jusqu'à l'intérieur des locaux de leur parti.

Organisés au sein d'une « *Coalition pour l'Alternance et le Changement* », ces partis politiques réclament « *des élections transparentes et un égal accès à l'ORTM* » c'est-à-dire à la radio et télévision d'État.

Rappelons que le premier tour de l'élection présidentielle dans ce pays est prévu pour le 29 juillet prochain et que l'actuel président Ibrahim Boubacar Keita va se présenter à sa propre succession. Bâillonner l'opposition et ne lui donner que le strict minimum de temps d'antenne dans les médias d'État font partie de sa stratégie pour conserver le pouvoir. Taper sur elle lorsqu'elle s'exprime dans la rue fait aussi partie de cette même stratégie.

L'opposition appelle unanimement à la démission du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga, histoire de montrer qu'elle existe. Mais quelle politique défendra-t-elle si malgré tout elle arrive au pouvoir ? Sur ce point, à part quelques phrases creuses du genre « *bonne gouvernance* » ou « *défense de l'intérêt supérieur de la Nation* », elle n'a rien à proposer à la majorité de la population qui souffre des bas salaires, de la vie chère, du manque d'infrastructures scolaires et sanitaires entre autres, si ce n'est la même politique qu'IBK.

Côte d'Ivoire

AUX CAPITALISTES LA CROISSANCE, AUX TRAVAILLEURS LA MISÈRE. IL FAUT METTRE FIN À CETTE INJUSTICE !

Pour les patrons de ce pays, les affaires sont très florissantes. PME-Magazine a publié un rapport indiquant que le nombre d'entreprises qui font un chiffre d'affaire supérieur à un milliard de francs CFA) a doublé.

Cette semaine par exemple, la société Abidjan Terminal (elle s'occupe du terminal à conteneurs au Port autonome) s'est auto félicité en annonçant que pour ce seul mois de mai, elle a traité « *47 000 conteneurs … soit plus de 661 000 tonnes de marchandises embarquées et débarquées* ». C'est parait-il le plus gros volume de son histoire alors que la haute saison n'est même pas encore terminée.

De grands groupes internationaux investissent à tour de bras dans l'agro-alimentaire et autres secteurs de l'économie car il y a des profits à faire. Les anciennes zones industrielles sont en chantier et de nouvelles se créent comme à Attinguié. Des entreprises sont en construction sans compter les immeubles d'habitation de luxe qui sortent de terre comme des champignons. Les centres commerciaux, les supermarchés qui poussent un peu partout illustrent que les affaires des riches vont bon train.

Ainsi, pendant que les bourgeois ont toutes les raisons de se réjouir, la situation est toute autre pour la majorité de la population. « *L'argent ne circule pas* » dit-on dans les quartiers pauvres. Ce qui est sûr c'est que l'argent il y en a dans ce pays mais dans les coffres-forts de la minorité, celle des riches capitalistes.

La population laborieuse est dans la misère et peine à joindre les deux bouts car les salaires sont si bas et la vie si chère. Même le Smig qui est dérisoire car plafonné à 60 000 F, ce n'est qu'une minorité qui le touche. Sur les chantiers de construction, les ouvriers sont obligés de se battre pour toucher le petit salaire de base inscrit dans la loi.

Partout, c'est le travail journalier qui est devenu la norme. Dans l'effectif de la plupart des entreprises, les embauchés sont les moins nombreux. Il y a de plus en plus de travailleurs qui continuent d'être des journaliers après 10 voire 15 ans d'ancienneté.

Les prix des produits de première nécessité comme l'huile, le sucre, le lait, ont soi-disant été plafonnés par l'Etat, mais ils sont hors de portée des bourses des pauvres. Comment s'étonner alors de voir chaque jour sur les marchés, des produits contrefaits, souvent dangereux pour la santé mais qui sont destinés aux plus pauvres. Et quand

on est malade, on ne peut pas se faire soigner correctement dans les hôpitaux publics car Ils sont sous équipés et manquent d'entretiens.

A toutes ces difficultés il faut encore ajouter le problème du logement ouvrier. Les loyers augmentent sans cesse, même dans les quartiers précaires.

La scolarisation des enfants est un autre casse-tête pour les familles ouvrières. Les écoles publiques sont dans un piteux état, abandonnées par l'État.

Que fait le gouvernement face à l'aggravation de la misère ? Rien, à part des discours. Il se vante d'un taux de croissance de près de 10% depuis quatre ans. Mais qui profite de cette croissance économique ? Certainement pas les travailleurs qui produisent pourtant les richesses, construisent des bâtiments et des routes, conduisent des engins et les entretiennent, etc., pas les ouvriers agricoles qui sont exploités dans les plantations, pas les petits paysans qui cultivent des produits vivriers et qui alimentent les marchés des villes.

Seule une minorité profite de cette situation, ce sont les capitalistes et leurs serviteurs qui se succèdent au pouvoir. Cela est d'autant plus révoltant qu'ils s'enrichissent au milieu d'un océan de misère.

Ce système économique qui permet à une minorité de faire fortune grâce à l'exploitation des travailleurs ne peut pas durer éternellement. Il devrait être remplacé par un autre système fondé non plus sur le profit individuel mais sur la satisfaction des besoins de la grande majorité, c'est-à-dire un système communiste. Ce changement ne pourra être réalisé que si les travailleurs s'organisent pour mettre à bas l'ordre capitaliste, prennent le pouvoir et l'exercent eux-mêmes au profit de la grande majorité.

Côte d'Ivoire

DES TRAVAILLEURS EN LUTTE CHEZ KEY CONTRACTING !

Key Contracting est une entreprise turque évoluant dans le secteur du bâtiment. Elle a plusieurs chantiers à travers la ville d'Abidjan et aussi à l'intérieur du pays. Depuis quelques mois, les travailleurs de l'un des chantiers à Abidjan sont en lutte pour le respect du barème salarial du BTP, pour être déclarés à la CNPS, entre autres. Après plusieurs arrêts de travail, ils ont fini par saisir l'Inspection de travail. Le lundi 14 mai, celle-ci a contraint la direction de l'entreprise à payer le rappel des salaires des ouvriers et à augmenter celui des manœuvres de 500F.

Le jour de la reprise, le chef chantier a annoncé le renvoi de tous les travailleurs considérés comme les meneurs du mouvement. Les travailleurs se sont alors rendus au bureau de la direction et ont décidé de camper sur place. Quelques minutes après, la police était là. Elle a convoqué les deux parties au commissariat. Arrivés sur place, les travailleurs ont été aussitôt embarqués pour la préfecture de police au Plateau où ils ont été enfermés. Ils ont passé la nuit dans la geôle et c'est le lendemain qu'ils ont été entendus, comme s'ils étaient des moins que rien !

La semaine suivante, une rencontre a eu lieu avec le commissaire. Le patron a proposé de payer des sommes dérisoires. Le commissaire a intimidé les travailleurs pour qu'ils acceptent de prendre ces miettes mais ceux-ci ont refusé.

La situation en est là. Les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot. La mobilisation continue pour faire plier la direction et l'obliger à payer l'intégralité de ce qu'elle leur a volé.

Côte d'Ivoire

CITÉ DANGA BEL AIR : DES HABITANTS SE MOBILISENT CONTRE LE DÉGUERPISSEMENT

La Sicogi, une entreprise étatique censée construire des logements sociaux, a procédé récemment au déguerpissement des habitants de la Cité Danga Bel air dans la commune de Cocody. Les habitants n'ont même pas eu le temps de faire leurs bagages lorsque les bulldozers sont arrivés. Les maisons ont été complètement rasées, les habitants jetés à la rue en pleine saison des pluies et durant l'année scolaire.

Ces familles ainsi jetées à la rue habitent cet endroit depuis plusieurs années, certaines depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Elles ont même proposé d'acquérir ces terrains mais c'était peine perdue. Après une mobilisation et le blocage du boulevard Latrille au niveau du carrefour Kablan Duncan, la Sicogi leur a proposé la somme d'un million à chaque habitant : autant dire, pas grand-chose par rapport à ce qu'ils vont perdre.

Depuis quelques années, la pression immobilière est très forte. Les pauvres sont chassés des centres villes et repoussés vers la périphérie de la ville. Ce type de déguerpissement est monnaie courante. Le gouvernement n'a qu'un objectif, libérer des espaces pour les remettre à la disposition des riches.

Lorsqu'on entend le porte-parole du gouvernement dire qu'il est « *attristé* » par le sort des populations déguerpies, il ne manque vraiment pas de cynisme !

UN ÉTUDIANT ACCIDENTÉ MEURT PAR MANQUE DE SOINS

Le 6 juin, les étudiants de l'INJS sont sortis pour manifester leur mécontentement suite à la mort d'un de leurs camarades. Ils en ont profité pour remettre sur le tapis des revendications relatives à leurs logements et leurs bourses d'études. Il leur a fallu bloquer le pont HKB qui jouxte leur établissement pour que les autorités, en la personne du ministre des Sports, daignent se prononcer sur leur situation.

Selon les faits, un étudiant qui faisait des exercices physiques sur les barres d'un poteau de handball a fait une chute. Il a été transporté d'urgence à l'infirmerie de l'établissement, mais il n'y avait ni médecin, ni infirmier, ni le nécessaire pour des soins d'urgence. Comme le SAMU tardait à venir, c'est un autre étudiant qui s'est proposé pour le transporter à l'hôpital avec son véhicule. Mais l'étudiant blessé est décédé en cour de trajet.

Cela a créé à juste raison l'indignation et la colère de ses camarades. Il est difficile d'accepter que l'on puisse mourir dans de telles conditions au sein même d'un établissement qui est censé former les cadres de l'enseignement et de l'éducation physique et sportive. Le moindre accident devient fatal parce par la direction de l'établissement et les autorités gouvernementales sont incapable d'assurer le minimum de sécurité dans ces lieux.

Après deux jours de manifestions et de confrontations entre étudiants et policiers, le ministre des Sports a cédé aux étudiants en suspendant de ses fonctions le Directeur du Centre de la Médecine du Sport. Il a aussi promis 2000 logements pour la rentrée prochaine.

Comme par hasard, lorsqu'il y a une mobilisation de la base, les promesses pleuvent pour éteindre le feu.

Madagascar

LA POPULATION LASSE DE LA GUÉGUERRE ENTRE GRANDS LEADERS

Depuis le 21 avril un rassemblement se tient chaque jour devant l'hôtel de ville d'Antananarivo. Ces rassemblements se tiennent à l'appel de 73 députés liés aux deux principaux partis d'opposition. Il y a d'une part le MAPAR de Rajoelina un ancien chef d'Etat tenu à l'écart par les grandes puissances, lors de la précédente compétition électorale. Un autre parti politique, ennemi juré de celui-ci est le TIM du richissime Ravalomanana. Il a également été au pouvoir durant quelques années, avant d'en être écarté par la rue et par une mutinerie de soldats. En cette période préélectorale l'un comme l'autre se sont rabibochés et leurs députés respectifs encadrent ces rassemblements.

Hier ils faisaient s'entretuer leurs partisans respectifs, aujourd'hui ils sont des alliés de circonstance. Si l'un ou l'autre de ces leaders arrive au pouvoir demain, il ne manquera pas de susciter à nouveau des affrontements car rien de particulier ne les oppose à part leurs ambitions personnelles.

Lors des premières manifestations en avril dernier, une partie de la population pauvre, en colère contre la misère et contre les multiples privations imposées par le régime actuel dirigé par Rajao-arimampianina, s'est engouffrée dans la contestation. Il y a eu plusieurs morts. Mais plus les jours passaient et plus la population pauvre s'en détournait, ne restaient que les partisans de cette opposition sur la place du 13 mai. De nombreuses voix se font entendre parmi la population pauvre et parmi les travailleurs pour exprimer la lassitude qui prévaut actuellement à la capitale et dans le pays.

Le Premier ministre Olivier Mahafaly a été limogé et remplacé par Ntsay, un dirigeant d'un organisme international, non compromis auprès des partis politiques. Il composera dans les jours à venir un nouveau gouvernement sensé être d'Union nationale pour permettre la bonne tenue des prochaines élections présidentielle puis législative prévues pour dans quelques mois, avant la saison des pluies.

Dans quelques semaines tout ce monde de parvenus petits et grands sillonneront le pays, certains distribueront des tee-shirts et autres pagnes à leur effigie, d'autres ou les mêmes organiseront des fêtes lors de leurs tournées de campagnes autour des artistes chantant leurs louanges. Des billets de banque seront distribués à ceux qui font les cortèges. Pour le moment ces élections annoncées ne suscitent pas l'enthousiasme et à juste raison car les principaux politiciens ont déjà été au pouvoir et n'ont rien changé en faveur des classes pauvres, si ce n'est en pire.

Immigration

POUR UN SANS-PAPIER DÉCORÉ, COMBIEN D'EXPULSÉS ?

Le 26 mai dernier, Mamadou Gassama, jeune malien de 22 ans sans papier, a grimpé la façade d'un immeuble parisien de quatre étages, au péril de sa vie, pour sauver un enfant suspendu dans le vide. Son exploit a ému des millions de personnes en France comme au Mali ou ailleurs en Afrique où il a été largement relayé par la télévision et les réseaux sociaux.

Aussitôt après, Macron l'a reçu à l'Élysée pour le déclarer « héros de la France » et il lui accordé la nationalité. De son côté la maire de Paris, Anne Hidalgo, lui a décerné la médaille Grand Vermeil de la ville. Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, y est aussi allé de son couplet, histoire de tirer la couverture à soi.

Auparavant, Mamadou Gassama a vécu l'enfer comme des dizaines de milliers de migrants. Il a gagné l'Europe en traversant le désert du Niger. Il est resté un an en Libye où il a été emprisonné. Ensuite il a franchi la Méditerranée pour joindre l'Italie et la France. Il a rejoint son frère dans un foyer surpeuplé de Montreuil et travaillé au noir dans le bâtiment.

Pour Macron c'était une belle occasion de redorer son blason à peu de frais. Sa politique consiste surtout à mener des actions répressives envers les migrants en général. Il durcit le droit d'asile ; des dizaines de milliers sont matraqués et expulsés.

Même Aymen Latrous, un jeune Tunisien sans papier qui avait sauvé des flammes deux jeunes enfants en 2015 était sous la menace d'une expulsion. Ce n'est que lorsque les télévisions ont raconté son geste héroïque que soudain le préfet a décidé de le recevoir pour discuter de sa situation. C'est la politique de la carotte et du bâton.

Immigration

NON À LA CHASSE AUX MIGRANTS ! UN TOIT ET DES PAPIERS POUR TOUS !

Ces derniers temps, à Paris, la police mène des actions musclées dans les camps de migrants. Dans le 19e arrondissement, le camp des migrants du Millénaire a été évacué le 30 mai. Le 4 juin, à la porte de la Chapelle près du canal Saint-Martin, environ 2000 personnes l'étaient aussi à leur tour.

Paris 10ème, 4 juin : évacuation d'un camp de migrants du Canal Saint Martin

Le gouvernement prévoit d'expulser des déboutés du droit d'asile. Plusieurs centaines d'occupants du camp du Millénaire ont quitté les lieux avant l'évacuation pour aller ailleurs, dans d'autres camps tout autant insalubres.

Suivant les camps, les situations sont différentes. Dans celui du Millénaire, seuls 25% étaient des nouveaux demandeurs d'asile. Ceux-là ont pu être aidés dans leurs premières démarches. 10% avaient déjà obtenu le statut de réfugiés mais vivaient toujours dans ce camp insalubre, faute de logement. 1% d'entre eux étaient déboutés du droit d'asile et risquaient d'être expulsés vers leurs pays d'origine. Environ 65% avaient déjà engagé une demande d'asile en France ou dans un autre pays d'Europe.

Pour des milliers de migrants qui arrivent chaque mois, le gouvernement ne prévoit aucune politique d'accueil et d'hébergement. Il les laisse s'entasser pendant des mois dans des campements indignes. C'est d'autant plus révoltant que cela se passe dans un pays riche qui a les moyens de loger correctement les gens.

Macron et ses semblables pourront crier autant qu'ils veulent contre l'arrivée massive des migrants, cela ne changera rien à la situation révoltante qui pousse des millions de personnes à fuir la guerre, la misère et la dictature ; situation qui découle de la politique des grandes puissances elles-mêmes.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.